HISTOIRE DE L'ILE-AUX-COUDRES

DEPUIS SON ÉTABLISSEMENT JUSQU'À NOS JOURS,
AVEC SES TRADITIONS, SES LÉGENDES,
SES COUTUMES

Par M. l'abbé ALEXIS MAILLOUX

Vicaire-Général du Diocèse de Québec.

CHAPITRE SEPTIÈME

DES PÊCHES AUX MARSOUINS EN GÉNÉRAL

Comme les pêches aux marsouins ont été d'une importance majeure pour les habitants de l'Île-aux-Coudres, je crois devoir en parler un peu longuement.

Je me suis d'abord demandé à quelle époque on avait tendu des pêches aux marsouins sur les battures du bout ouest de l'Île-aux-Coudres, et quel est celui qui a donné l'idée et la forme de ces pêches ? Je ne puis répondre directement à ces questions.

Après informations prises auprès des habitants, j'ai appris qu'une tradition, conservée sur l'île, constatait, 1^o. que les sauvages tendaient une pêche aux marsouins sur les battures de l'île, à l'ouest de la pointe dite *Pointe-à-Antoine*; 2^o. que cette pêche se tendait avant l'arrivée des Français en ce pays; 3^o. que cette pêche s'était tendue peu après la découverte du pays.

Cette tradition a conservé le souvenir d'un fait qui n'a rien d'impossible, puisqu'il n'était pas bien extraordinaire que des sauvages si habiles dans toute espèce de chasses eussent découvert la manière de prendre ces poissons qui fréquentaient les abords de l'île par milliers.

Une autre tradition, également conservée dans l'île, c'est que les messieurs du Séminaire de Québec avaient tendu des pêches aux marsouins, sur les battures de l'île, à plusieurs reprises, entre l'année 1686, époque où ils firent l'acquisition de la seigneurie de l'île, et celle de 1728, date des premiers contrats donnés à des colons, et même qu'ils avaient continué de faire tendre ces pêches pendant un certain nombre d'années après avoir concédé les terres de l'île.

J'avoue n'avoir pu trouver la preuve de cette dernière tradition dans les archives du Séminaire de Québec. Mais il me paraît difficile de ne pas admettre la vérité de cette tradition conservée sur l'île. Car il est peu croyable que les messieurs du Séminaire de Québec n'aient point profité des revenus que ces pêches pouvaient leur donner sans frais bien notables.

Si on refusait d'admettre la vérité de la première de ces deux traditions, il faudrait trouver celui qui a inventé les pêches aux marsouins depuis la découverte du pays, et à une époque où l'on possédait très-peu d'esprit d'invention. Car il est bien surprenant qu'on ait cru que, par le moyen de harts ou de perches plantées à une assez grande distance sur une batture où les courants de baissant sont d'une extrême rapidité, on pouvait retenir un poisson de seize à vingt pieds de long et dont la force et l'agilité sont étonnantes.

On sait que la Rivière-Ouelle, qui a été concédée longtemps avant l'Île-aux-Coudres, possède des battures que fréquente le marsouin. On pourrait dire que des pêches pour prendre ce poisson ayant été tendues à la pointe de la Rivière-Ouelle avant qu'on ait tendues à l'Île-aux-Coudres, il a dû arriver que les habitants de l'île ont appris d'eux que des harts ou perches plantées dans des battures de sable pouvaient renfermer ce poisson et l'empêcher de s'échapper. Mais qui a enseigné aux habitants de la Rivière-Ouelle qu'on pouvait prendre ce gros et vigoureux poisson dans une enceinte formée avec des perches pliantes et qui ne sauraient lui opposer une résistance sérieuse ? Ne pourrait-on pas supposer, sans trop d'in vraisemblance, que là, aussi, les naturels du pays tendaient des pêches aux marsouins, comme la tradition le dit des sauvages qui fréquentaient l'Île-aux-Coudres ?

Mais je ne veux pas insister davantage sur ce chapitre ; car on pourrait croire que je suis d'opinion que, même à l'époque de

la découverte du pays, les hommes civilisés avaient moins de génie que des sauvages, quand il était question d'inventer un moyen de prendre des marsouins dans une pêche. J'abandonne donc la décision de cette question à quiconque voudra se donner la peine de la discuter (1).

Je n'ai pu connaître l'époque précise où les nouveaux habitants de l'Île-aux-Coudres commencèrent à tendre des pêches aux marsouins sur les battures de leur île. La preuve écrite n'en remonte qu'à l'année 1763, dans un bail notarié en faveur de François Tremblay, un des premiers concessionnaires d'une terre sur l'île, et de quelques autres dont les noms se trouvent dans ce bail, qui porte la date du 19 d'octobre. D'autres baux, aussi notariés, que j'ai vus portent les dates de 1764, 1767, 1778, etc., etc. (2).

On se tromperait si on prenait la date de ces baux comme une preuve que des pêches aux marsouins n'ont été tendues par des habitants de l'Île-aux-Coudres qu'après l'époque de 1760. Je vais bientôt donner la preuve qu'elles ont été tendues avant le siège de Québec.

Les messieurs du Séminaire, par l'entremise d'un agent qui demeurait sur l'île, veillaient avec le plus grand soin à ce que les bornes de chaque pêche ne fussent point dérangées. Les baux ou permis devaient se renouveler chaque année. Ils contenaient les noms des associés à la même pêche, avec défense de passer dans une autre société pour une autre pêche, sans la permission du Séminaire.

Un président ou directeur était nommé par les seigneurs, et c'était lui qui décidait les différends. On aimera, je pense, à voir un document, émané du Séminaire et qui prouve, ou qu'on avait contesté le droit des seigneurs, ou que des difficultés graves étaient survenues entre les associés.

Dans le préambule, les messieurs du Séminaire rappellent les titres qu'ils ont sur les pêches de l'île en général, et ils règlent ce qui regarde les pêches aux marsouins :

Le Séminaire des Missions étrangères de Québec possède l'Île-aux-Coudres par une concession à lui faite du 29 octobre 1687, par M. Jacques René de Brisay, chevalier, marquis de Denonville et autres lieux ; gouverneur et lieutenant-général pour le Roi, en Canada, Acadie, Île de Terre-Neuve, et autres pays en Canada, et monsieur Jean Bochart, chevalier, seigneur de Champigny, Noraye et Vaneuil, conseiller du Roi en ses conseils, intendant de justice, police, et finances en Canada et susdits pays. Ladite concession, à titre de fief, avec droit de chasse et de pêche, sur toute l'étendue desdits lieux, à la charge de foi et hommage, qu'il portera ou fera porter au château Saint-Louis de cette ville (de Québec) duquel ledit fief relève.

Le premier mars 1688, le Roi étant à Versailles, Sa Majesté confirma et ratifia la susdite concession faite au Séminaire ; lequel brevet pour assurance de sa volonté, a signé de sa main et fait contresigner par son conseiller-secrétaire d'état et de ses commandements et finances.

Le 23 février 1689, le susdit brevet de confirmation fut enregistré au greffe du conseil souverain à Québec, suivant son arrêt dudit jour et an.

Au moyen de ces actes si authentiques, le Séminaire était en plein droit de concéder des

(1) Les traditions dont parle ici M. Mailloux ne paraissent avoir aucun fondement sérieux. Les anciens découvreurs et les missionnaires qui ont écrit des relations si étendues et si approfondies sur les mœurs et les habitudes des sauvages, et qui ont décrit maintes fois les différentes manières dont ceux-ci prenaient le poisson, ne font aucune mention de la pêche aux marsouins par les naturels du pays. Si une invention aussi ingénieuse avait existé, elle n'aurait point manqué d'être remarquée et notée par ces observateurs attentifs. D'ailleurs, La Potherie, qui écrivait au commencement du siècle dernier, donne la description des premiers essais de pêche aux marsouins dans le fleuve. Ceux qui désireraient avoir de plus amples détails sur ce sujet peuvent consulter les articles que j'ai publiés dans *L'Opinion Publique* en 1870 et 1878.

(2) On a tendu sur les battures de l'île, à différentes époques, sept pêches aux marsouins : 1^o. quatre à la Pointe-à-Antoine, dont les noms étaient : la pêche de terre, celle du milieu, celle du large, et la pêche dite supérieure ; 2^o. une autre au bout de l'île du bout ouest de l'île ; 3^o. une devant les côtes de la Baleine ; 4^o. une au bas sud de l'île, à l'endroit appelé le cap aux pierres. Dans celle du bout de l'île, on ne prit qu'un seul marsouin, qu'on courut pendant huit jours avant de pouvoir le tuer. Quelqu'un me disait qu'il était *maigre comme un éplan* (éperlan), tant on l'avait pourchassé.

terres sur ladite Île-aux-Coudres, aux charges, clauses et conditions et réserves qui lui sembleraient bonnes, sans que personne ne put réclamer.

Ce fut aussi en conséquence que, vers l'année 1728, il jugea bon d'en concéder, et en concéda, en se réservant les grèves et le droit de pêche, puisqu'il ne concéda et ne concède encore que depuis la plus haute marée, comme il paraît par tous les actes de ces concessions, en sorte que jamais personne ne s'est avisé de prétendre à ce droit. Les fons des grèves et la pêche ont toujours été dans les mains du seigneur et il ne s'en est jamais désisté, ce qu'on prouvera encore par les baux à ferme qui ne se donnent que pour un an et à des conditions qui font bien voir le plein droit du Séminaire.

Il n'y avait jamais eu de règlement pour ces pêches (aux marsouins) ; chacun reconnaissait assez l'importance dont il était pour la paix et l'union régnât entre les associés, parce que cette union faisait le bien de la société et des associés en particulier. On goûtait les douceurs de la paix. Si quelquefois il s'excitait de petites querelles, elles étaient facilement assoupies et, après cette tempête, l'on jouissait d'un grand calme.

Mais aujourd'hui les esprits sont plus emportés, les caractères plus durs ; la déunion a étendu son empire dans presque toutes les sociétés ; cette paix si avantageuse et si désirable est disparue, les soupçons et la défiance se sont emparés des cœurs. Le Séminaire est donc obligé de donner un règlement auquel on puisse recourir pour faire disparaître les soupçons et la défiance, afin de rétablir la paix et l'union, afin d'adoucir les caractères et les esprits.

A ces causes et de notre plein droit, nous, Supérieur et directeurs du Séminaire des Missions étrangères de Québec, avons statué et établi, statuant et établissons les règles contenues dans les articles suivants :

Article premier. Dans chaque pêche, le Séminaire nommera un des associés pour en être le directeur, lequel pourra avoir deux des associés pour conférer comme avec son conseil. Ces deux associés seront nommés à la pluralité des voix.

Article second. Il y aura quatre pêches, savoir, la pêche de terre, celle du milieu, celle du large et la pêche supérieure (1), si ce n'est que le Séminaire ne juger à propos d'en supprimer laquelle qu'une.

Article troisième. Les pêches seront tendues avec un tel ordre respectif, qu'aucune ne puisse nuire aux autres. Ce sera au Séminaire à connaître de cela.

Article quatrième. Tous les habitants de l'Île-aux-Coudres seront pour leur part dans quelque une desdites quatre pêches.

Article cinquième. Autant que faire se pourra, le nombre des associés sera égal dans chaque pêche.

Article sixième. Les associés d'une pêche ne pourront s'associer avec ceux d'une autre pêche, sans une permission expresse et par écrit du supérieur ou du procureur du Séminaire.

Article septième. Aucun associé ne pourra souslouer et sousfermer ses droits, sans une permission du Séminaire par écrit.

Article huitième. Aucun des associés ne pourra se décharger, sur une autre personne, des soins et des travaux nécessaires, sans l'agrément des autres associés.

Article neuvième. Les associés de chaque pêche seront tenus d'avertir le Séminaire, avant la fin de novembre, en cas qu'ils ne voulassent plus tendre, et pour lors il sera libre audit Séminaire d'affirmer à d'autres.

Article dixième. Si quelqu'un contrevient aux règlements ci-dessus et s'obstine, après avoir été dûment averti par le directeur ou quelque un de sa part, il est déclaré déchu de ses droits par le seul fait. Il faudra toutefois que le directeur prenne acte de son refus, soit par les mains de M. le curé, s'il veut s'en donner la peine, soit par les mains de tout autre personne sachant écrire.

Ce règlement, trouvé dans les archives des messieurs du Séminaire, ne porte point de date. Mais il est évident qu'il a été fait avant l'année 1763, et qu'il a donné lieu de passer des baux pardevant notaire, afin d'empêcher les divisions et les chicanes qui s'élevaient de temps à autre parmi les associés, qui trouvaient dans les pêches aux marsouins une source considérable de richesses.

A une époque plus rapprochée, le Séminaire ne fit plus passer de baux pardevant notaire. Ce fut alors que monsieur le procureur du Séminaire donna lui-même ou permit de tendre ces pêches. Ils devaient les renouveler chaque année.

(1) Ces quatre pêches se tendaient les unes à côté des autres, en gagnant vers les battures du large, à la pointe ouest de l'île. La première permission de tendre cette pêche supérieure fut accordée par M. Antoine Bédard, procureur du Séminaire, à la date du 10 novembre 1778. Les associés étaient au nombre de 28, dont le premier était Jean-Marc Demeule.

Suivant la teneur de ces permis (2), le Séminaire avait letiers du produit net des huiles provenant des marsouins tués dans les pêches. Ce tiers devait se prélever avant le partage des huiles entre les associés de la même pêche. Afin de régulariser cette mesure, le Séminaire a constamment eu, sur l'Île-aux-Coudres, un chargé-d'affaires qui s'occupait de cette besogne.

Des informations que j'ai recueillies sur l'Île-aux-Coudres établissent d'une manière certaine que ces pêches aux marsouins donnaient parfois de très-grands profits à ceux qui les tendaient. Dans certaines années, on a tué jusqu'à 10, 20, 30, 40, 50 marsouins. Le père Jacques Bouchard a souvent répété à ses enfants, dont quelques-uns sont encore vivants, que, dans une seule marée, on avait tué trois cent vingt marsouins, mais qu'on n'eût pas le bonheur de tous les sauver. Dans certaines années, on en a pris et tué au-delà de deux cents. Des hommes encore vivants, les sieurs Ulric Bouchard et Bernard Tremblay, assurent que les pêches aux marsouins ont donné aux habitants de l'île au-delà de deux mille louis dans une seule année. M. le curé actuel de l'île me dit qu'en une seule année, on a fait cinq cents louis avec l'huile des pêches aux marsouins.

Voici ce que m'a écrit une personne très-âgée et tout à fait digne de foi :

En l'année 1802, les pêches aux marsouins ne se tendaient presque plus, parce qu'on ne voyait plus de marsouin autour de l'île. Il semblait qu'ils s'étaient retirés ailleurs. A cette époque, on ne tendait plus guère que les deux pêches de terre et celle du large.

Plusieurs associés de ces deux pêches avaient acheté des terres et, n'ayant pas les moyens de les payer, ils s'avisèrent de tendre la pêche supérieure qui avait été abandonnée depuis un an ou deux. C'était dans le printemps de 1802. Au mois de mai, ils eurent le bonheur de prendre treize gros marsouins, ce qui les encouragea beaucoup.

Mais, après cette bonne chance, survint une faillite jusqu'à la Saint-Pierre. A cette époque, on vit une telle quantité de harengs que les eaux du fleuve en étaient épaisses. Il y en avait tant que, avec les rames, on les faisait sortir de l'eau pour les jeter dans les chaloupes.

Soupponnant que cette quantité de harengs attirerait le marsouin dans les pêches, les associés se mirent à saisir leur pêche, à laquelle ils ne faisaient plus attention depuis la fin de mai. Un matin donc, à la pointe du jour, alors qu'il faisait encore brun, quatre bateaux furent visiter la pêche supérieure. En y arrivant, ils trouvèrent qu'elle était littéralement pleine de marsouins.

Malheureusement pour les associés, la mer ne

(2) On aimera à connaître les charges et les conditions de ces permis. Les associés sont tenus :

1^o. De se fournir de tout ce qui sera nécessaire pour ladite pêche, le Séminaire ne devant y contribuer en rien.

2^o. De livrer au Séminaire le tiers des huiles qui proviendront de ladite pêche, de l'entonner dans des futailes qui seront rendues aux fonderies aux frais du Séminaire, et de les embarquer dans le bâtiment que le Séminaire enverra pour les prendre.

3^o. Ne pourront lesdits habitants se partager leurs parts qu'après que le Séminaire aura prélevé son tiers sur la totalité desdites huiles.

4^o. Ne pourront les associés, ci-dessus nommés, substituer un autre à leur place, sans la permission du Séminaire.

5^o. Ne pourront lesdits associés mettre hors de la pêche qui que ce soit qui la troublerait, sans l'avis du plus grand nombre et de celui qui sera proposé cy-après, pour être à la tête desdits associés.

6^o. Lesdits associés auront à leur tête le sieur Joseph Dufour, lieutenant-colonel de milice dans la susdite île, ou, à son défaut, le sieur Pierre Lorre (Boudreaux), premier des associés ci-dessus nommés.

7^o. Ne subsistera ladite présente association et ne vaudra la présente permission que pour l'année 1807 ; le Séminaire se réservant le droit de mettre les choses sur un autre pied pour l'année 1808, s'il le juge convenable.

Ce règlement fait pour la pêche supérieure, ou quatrième pêche sur les battures, porte la date du 15 novembre 1806. Il est signé par M. Antoine Robert, procureur du Séminaire. Les perches nécessaires pour tendre ces pêches étaient un vrai fardeau pour les habitants de l'île, où le bois est d'une valeur considérable. Le Séminaire exigeait le tiers des huiles. Ce n'était pas exorbitant quand on prenait beaucoup de marsouins ; car alors les tendeurs pouvaient s'indemniser de leurs frais ; mais, quand ils en prenaient peu, c'était autre chose. J'aime à constater que, dans ce cas, le Séminaire n'exigeait pas ce tiers à la rigueur, surtout pendant les années qui suivirent celle de 1840. Le Séminaire ne prenait le tiers du produit de ces pêches qu'après que les associés avaient prélevé ce qu'il leur fallait d'huile pour leurs besoins.